

***Les enjeux de la conservation d'un patrimoine matériel vivant :
le cas du patrimoine archéologique péruvien***

Julie Alary Lavallée
Université du Québec à Montréal (UQAM)
4332, avenue Bourbonnière
Montréal, Qc, H1X 2M4
Canada
alary_lavallee.julie@courrier.uqam.ca

Résumé. L'objectif central de cette communication consiste à exposer les facteurs naturels et anthropiques majeurs qui empêchent le respect maximal des biens nationaux et des savoirs ancestraux péruviens à travers des exemples tirés de l'étude de trois sites incas : le *Sanctuaire de Pachacamac*, le *Parc archéologique de Sacsayhuaman* et le *Sanctuaire historique de Machu Picchu*. La présentation de ces différentes menaces permettra ainsi d'aborder l'ensemble du fonctionnement de la gestion du patrimoine de ce pays à travers ses principaux appareils juridiques, son histoire et sa position quant à l'importance de la préservation du patrimoine précolombien. Tous ces points traités participeront finalement à identifier certains moyens viables qui pourraient largement remédier à la dégradation du patrimoine archéologique péruvien ainsi qu'à la dimension immatérielle qui lui est rattachée.

Contexte de conservation du patrimoine incaïque

Le Pérou fait partie des pays les plus indigents de l'Amérique du Sud. Paradoxalement, il est l'un des mieux nantis sur les plans culturel et environnemental. Même avant l'établissement de l'Empire inca, il se trouvait déjà au cœur d'activités florissantes de multiples communautés précolombiennes. Il suffit de se rendre en terre péruvienne pour prendre connaissance de l'énorme bassin de sites archéologiques où se côtoient savoir-faire et croyances ancestrales autochtones. Parmi cette myriade de centres préhispaniques, plusieurs, sinon la plupart, se trouvent dans un état de conservation précaire. En effet, les études sur la gestion des zones archéologiques péruviennes effectuées jusqu'à présent révèlent que la destruction des lieux

archéologiques constitue un problème manifeste majeur qui affecte autant l'état physique des lieux que l'essence même des croyances anciennes. Face à un tel constat, il devient pertinent et nécessaire de se questionner à savoir quelles sont les actions posées par les responsables du patrimoine archéologique de ce pays afin de respecter de tels biens patrimoniaux et quels sont les facteurs qui empêchent l'assurance de leur intégrité.

Comme nous le savons, les manifestations culturelles précolombiennes se trouvent sous une forme liant la nature à la fois à l'immatérialité et à la matérialité de la culture. Comme chez plusieurs peuples autochtones anciens, les Incas considéraient le monde entier sacré et vivant où l'interdépendance entre l'humain et la nature était fondamentale (Samanez Argumedo, 1996). Les temples, les hautes montagnes, les sources d'eau, les cavernes et les lieux géographiques accidentés étaient dans l'ensemble des lieux mystiques de grand pouvoir appelés *huacas*. Dans un tel contexte, les traces matérielles, l'immatériel de la culture et la nature sont difficilement séparables, car ils constituent conjointement la quintessence de ces lieux vivants, qu'ils soient naturels ou édifiés. Mais avant de présenter les principaux facteurs qui affectent l'esprit de ce précieux héritage, certaines notions sur l'histoire et le fonctionnement de la gestion du patrimoine de ce pays s'imposent.

D'abord, une conscience nationale en regard de la patrimonialisation des biens culturels s'est développée au Pérou dès 1929 avec le déploiement de la première loi (#6634) en matière de protection du patrimoine archéologique préhispanique. Elle s'est juridiquement raffermie au cours des décennies suivantes en s'accordant régulièrement aux critères occidentaux. Il faut souligner que la patrimonialisation est entendue ici comme un processus au cours duquel l'identification, la sauvegarde, la conservation, la valorisation et la transmission des biens culturels, considérés comme des dispositifs identitaires, sont prises en charge par un engagement responsable de la société afin qu'ils soient protégés et transmis si possible intégralement aux générations à venir. Or, le Pérou a intégré depuis plusieurs conventions internationales de l'UNESCO dont la *Convention du patrimoine mondial* en 1982 et la *Convention pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel* en 2005. Toutefois, les professionnels en patrimoine péruviens doutent de la bonne application de ces lignes de conduite internationales et de la loi nationale actuelle en matière de patrimoine (#28296) (Alva Guerrero,

2004). En réalité, la loi nationale en vigueur s'inscrit dans une pensée facilitant la possession privée du patrimoine qui s'est développée dans les textes législatifs antérieurs. De surcroît, elle ne reconnaît toujours pas les paysages ou la nature comme une forme culturelle investie d'une dimension symbolique. Celle-ci fait donc preuve d'incohérence face aux spécificités même de l'héritage autochtone précolombien.

Concernant la gestion du patrimoine culturel, le Pérou est doté depuis 1971 d'une commission publique sous la tutelle du ministère de l'Éducation. Cette instance nommée l'Instituto Nacional de Cultura (INC) a pour mission de diriger, promouvoir et diffuser l'ensemble de la culture nationale à travers le pays dans le respect des législations culturelles (Samanez Argumedo, 1996). Tout ce qui concerne la défense des patrimoines archéologique, historique, artistique et culturel est pris en charge par cet organisme public. Or, depuis 1984, des filiales départementales se sont implantées sur l'ensemble du territoire afin de décentraliser ses pouvoirs. Cela indique que les projets de loi relatifs à la défense et à la conservation du patrimoine culturel ne sont plus exclusifs à l'INC central situé dans la capitale (*ibid.* ; Martorell, 2000). N'étant pas un ministère, l'INC est relégué au second plan, soit celui d'exécutant et non de décideur. Les priorités du ministère de l'Éducation sont manifestement centrées sur l'amélioration de l'enseignement au pays et non sur celle de la culture. Des ministères, comme celui du Tourisme et de l'Agriculture, mettent aussi en place des projets législatifs associés à la sphère patrimoniale (Shady Solís, 2005). Plusieurs acteurs travaillent donc à partir des mêmes ressources et cette disposition rend complexe la gestion du patrimoine bâti (Martorell, 2000). À titre d'exemple, il paraît incongru de constater que le *Sanctuaire historique Machu Picchu* ait été déclaré « zone intangible » dans les années 1980 par le ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation et que ce même ministère ait été chargé, lors de la décennie suivante, de fixer les droits d'entrée à *Machu Picchu* et de prendre les décisions relatives à la durée des projets de conservation-restauration des lieux (Ramos Condori, 1998).

Facteurs naturels de dépravation

En plus de la complexité du système de gestion du patrimoine, certains facteurs naturels menacent le patrimoine péruvien. La succincte présentation géographique qui suit en témoigne justement. Le Pérou est l'une des rares régions du monde où, en l'espace de

quelques kilomètres, se métamorphosent les paysages et les zones climatiques (Bushnell, 1958). Le pays est découpé en trois régions géographiques principales : la côte du Pacifique (*la costa*), les Andes (*la sierra*) et les basses terres de l'Amazonie (*la selva*). Ces trois régions fournissent des ressources naturelles propres à chacune d'elles. Leurs particularités se reflètent autant dans les techniques architecturales et les matériaux de construction que dans les coutumes de leurs habitants. Voici deux exemples concrets où le climat agit sur la conservation de zones *in situ*.

Le complexe immobilier de *Pachacamac* est un lieu sacré très ancien érigé à partir de ressources disponibles en milieu désertique. Il est souvent comparé à la Mecque ou au Vatican précolombien que les Incas ont conquis vers 1470 (Eeckhout, 2005). Les peuplades côtières précolombiennes utilisaient le sable, la terre, la paille et l'eau pour constituer des briques séchées au soleil que l'on nomme *adobe* ou *tapia* (Paredes Botoni, s.d.). Mais, ces matériaux naturels et éphémères se dégradent progressivement. L'*adobe* et la *tapia* exigent une protection et une restauration permanentes compte tenu de la fréquence des vents et du climat marin plutôt humide de la côte (Samanez Argumedo, 1983). En 1983, le phénomène cyclique *el Nino* a pour sa part durement touché les bâtiments *d'adobe* de la côte péruvienne par de violentes pluies (Morales Gamarra, 1991). Ce phénomène naturel difficilement contrôlable a donc des répercussions négatives sur l'ensemble des constructions de ce type. Ainsi, des températures chaudes et sèches assureraient davantage leur longévité et leur pérennité.

Par ailleurs, le climat humide et chaud amazonien cause de graves problèmes à l'ensemble des structures architecturales retrouvées sur le *Machu Picchu*. Cette région exotique est celle qui reçoit le plus de précipitations au pays. La fluidité de l'eau de pluie en superficie représente un réel danger lorsque les versants sont escarpés et démunis de végétation et cela est fréquent à *Machu Picchu*. À ce jour, les principales déformations visibles sur les vestiges bâtis du site ont été provoquées par cette évacuation de l'eau en surface reposent (Bouchard, Carlotto et Usselman, 1992). On observe à *Machu Picchu* des éboulements fréquents, des mouvements ainsi que des glissements de blocs lithiques. Les effondrements et les déplacements de pierres sont causés par la saturation de l'eau dans les sols et par la surcharge que ceux-ci supportent (*ibid.*). Il est donc important d'entreprendre une inspection et un suivi quotidien de l'ensemble des lieux et de

vérifier le bon fonctionnement des drains, surtout pendant les périodes de fortes pluies, c'est-à-dire de janvier à mars.

Facteurs anthropiques de dépravation

En plus de l'amplitude atmosphérique que connaît le Pérou, il est impératif de mentionner l'abondance des sites archéologiques qui parsèment ses terres en tant que facteur non négligeable de destruction. Il est facile d'imaginer la quantité de biens culturels archéologiques qui s'est accumulée au fil du temps surtout lorsque l'on sait que la civilisation la plus ancienne d'Amérique aurait existé au Pérou à partir du III^e siècle av. J.C. Or, cette situation d'abondance met les entités nationales devant l'impossibilité de tout protéger et de tout défendre. Plusieurs sites demeurent même encore inconnus des autorités intervenantes en patrimoine. Cette profusion de matériel archéologique est synonyme d'abandon et de laisser-faire à la grande joie des contrebandiers (Samanez Argumedo, 1996).

Le pillage des *huacas* est un problème de grande envergure que l'on note surtout à *Pachacamac* et à *Sacsayhuaman* en raison d'un manque de surveillance et de la proximité des domiciles aux zones archéologiques. Au moment de l'extraction prohibée des artefacts, les structures construites sont souvent détruites et malmenées. Retenons que cette activité pécuniaire, communément appelée au Pérou *huaqueo*, est florissante et qu'elle a atteint des dimensions industrielles (Gündüz, 2001). Les difficultés économiques actuelles du pays et les revenus substantiels produits par ce type d'activité exportatrice poussent à douter de l'efficacité de l'appareillage législatif déployé pour combattre ce fléau (*ibid.* ; ICOMOS PERU, 2005). La participation populaire représente un moyen fondamental dans cette lutte contre les vols de biens en zones protégées.

Au sujet des menaces anthropiques, le tourisme ne peut pas passer sous silence. Depuis les années 1950, le tourisme fait partie des tangentes empruntées par le gouvernement pour améliorer le sort de sa population en variant son économie (Estrada, 1981). Cependant, les retombées de ce champ d'activité n'ont pas encore fait leur preuve, car le gouvernement n'a pas encore impliqué convenablement la population autochtone dans les rouages de la gestion des sites archéologiques. Ainsi, afin de survivre, la population locale pratique sur l'ensemble du *Parc archéologique de Sacsayhuaman* des activités illicites telles que la vente d'artisanat ou l'incitation à des promenades

à dos de cheval qui détruisent les nombreux vestiges archéologiques de la zone (INC del Cusco, 2005). Par ailleurs, à *Machu Picchu* par exemple, les services d'acheminement des touristes au site, que ce soit par train, par autobus ou par hélicoptère, appartiennent à un consortium économique étranger (Martorell, 2000). L'État péruvien n'a jamais contraint ces investisseurs à verser une partie des profits à la nation en guise de juste contribution (Mould de Pease, 2005).

La région méridionale du pays, où se trouvent les vestiges de *Machu Picchu*, est visitée par 80 % des touristes. Avec le temps, *Machu Picchu* est devenu une attraction touristique démesurée dont l'image est surutilisée. Chaque fois qu'une campagne touristique péruvienne est mise sur pied, on y accole l'image de la cité perdue (Rodríguez, 2005). Étant la cible d'un achalandage touristique de masse, l'INC a dû voir à établir un nombre maximal de touristes quotidiens sur le site des reconnus vestiges. Les visiteurs sont donc responsables de sa dégradation, mais une large part de ce blâme en revient aux agences touristiques nationales qui diversifient peu leurs produits. De plus, l'incitation à un achalandage accru des touristes a pendant plusieurs années contribué à la mise en péril du *chemin de l'Inca* (Martorell, 2000). Il s'agit d'un sentier pédestre très populaire auprès des touristes que les Incas empruntaient pour se rendre à *Machu Picchu*.

Depuis quelques années, l'invasion territoriale en périphérie des villes engendrée par l'exode rural et la fermeture des grandes fermes nommées *haciendas* figure parmi les facteurs anthropiques des plus défavorables pour les zones archéologiques, qu'elles soient protégées ou non. Plusieurs vestiges bâtis disposés à l'extérieur des zones protégées disparaissent en raison de l'empiétement incontrôlé de domiciles. Par exemple à *Pachacamac*, la zone d'amortissement de 200 m² aménagée autour du site a été totalement envahie à plusieurs endroits (Luna Amancio, 2006). Des résidences sont construites si proches des délimitations du site que certains propriétaires en font l'usage en tant que mur de cour arrière (Eeckhout, 2005 ; Paredes Botoni, s.d.).

Cette urbanisation effrénée met également en danger de disparition des éléments naturels sacrés laissés à l'état brut ainsi que la culture immatérielle des communautés préhispaniques. La situation de la précieuse *lagune Urpihuachac* à *Pachacamac* illustre parfaitement ce problème. Cette dernière se trouve à l'extérieur de la zone protégée établie par l'INC. Selon des recherches scientifiques récentes, ce

bassin d'eau permettrait d'élucider les fondations sociales et les conditions environnementales millénaires de la région, voire même du pays (Pachacamac Archeological Project, 2006). Il importe de préciser qu'*Urpihuachac* n'est pas seulement le nom donné à une lagune et à un temple à *Pachacamac*. Ce nom fait aussi référence à un des personnages de la mythologie précolombienne. Selon la légende, cette lagune serait le bassin où *Urpihuachac* élevait les uniques poissons de la terre et qui plus tard sera détruit pour féconder l'océan. Conforme aux croyances autochtones, la lagune représenterait donc l'origine de la vie marine (Sistema de bibliotecas, 2007). Dans ce cas, ce n'est donc pas seulement le patrimoine archéologique inca entendu sous sa forme matérielle qui disparaît peu à peu mais, aussi son aspect immatériel.

Éventualités et alternatives

En définitive, les sites archéologiques subissent les contrecoups de facteurs autant naturels qu'anthropiques en raison d'un laxisme gouvernemental implanté depuis longtemps. Bien entendu, des mesures sont prises pour empêcher à court et à long terme la fragilisation des zones archéologiques. Toutefois, ce patrimoine souffrira encore longtemps de marginalisation si les Péruviens de descendance autochtone oublient leurs origines en raison de politiques homogénéisantes à l'occidentale, et si le multiculturalisme propre à ce pays n'est pas valorisé. La population, en grande partie d'origine autochtone, doit se sentir utile en plus d'être en mesure de constater des résultats concrets de sa participation. Elle doit être motivée et respectée, et cela commence par la valorisation de ses propres valeurs (Lapointe et Gagnon, 2006). Cette communication a permis de souligner que les importants facteurs de détérioration du patrimoine péruvien sont relativement faciles à percevoir, alors qu'ils demeurent extrêmement difficiles à enrayer. Le grand défi de la sauvegarde des sites précolombiens et du patrimoine national péruvien d'époques ultérieures exige patience et détermination. Il reste beaucoup à découvrir, mais il s'avère encore plus juste de dire qu'il reste encore beaucoup à faire. Ce constat laisse donc place à l'imagination, à l'inspiration et à l'initiative.

RÉFÉRENCES

- Alva Guerrero, Blanca. 2004. El ICOMOS-PERU y el Proyecto de la ley de Patrimonio Cultural. *Boletín del Comité Peruano del Consejo Internacional de Monumentos y Sitios (ICOMOS)*, vol. 1, no. 3.
- Bouchard, J-F., V. Carlotto et P. Usselman. 1992. Machu Picchu : Problemas de Conservación de un Sitio Inca de Ceja de Selva. *Bulletin de l'Institut français d'études andines*, vol. 21, no. 3.
- Bushnell, Geoffrey Hext S. 1958. Le Pérou. T. 2 de *Monde ancien*. France : Arthaud.
- Eeckhout, Peter. 2005. L'élite au pouvoir dans l'ancien Pérou. *National Geographic*, vol. 12.3, no. 66 (mars).
- Estrada, Enrique. 1981. El Turismo y el Desarrollo Urbano Regional del Cusco. In *Seminario-taller de Reciclaje, Evaluación y Orientación de los Cursos Regionales de Restauración de Monumentos Históricos - Conservación de Centros Históricos Cusco-Perú*, ed. Instituto Nacional de Cultura : 169-178. Cusco : Instituto Nacional de Cultura.
- Gündüz, Réna. 2001. *El Mundo Ceremonial de los Huaqueros*. Lima : Editorial Universitaria.
- ICOMOS PERU (dir. publ.). 2005. Conversatorio : ¿Credibilidad o Veracidad? La Autenticidad, un valor de los Bienes Culturales. *Boletín del Comité Peruano del Consejo Internacional de Monumentos y Sitios (ICOMOS)*, vol. 1, no. 4, (mars).
- Instituto Nacional de Cultura – Dirección Regional de Cultura del Cusco [INC del Cusco]. 2005. *Plan Maestro Parque Arqueológico de Saqsaywaman*. Cusco, cédérom 4"3/4.
- Lapointe, Dominic et Christiane Gagnon. 2006. Écotourisme et développement durable viable : une dialectique, un cadre interprétatif. In *L'écotourisme, entre l'arbre et l'écorce : de la conservation au développement viable des territoires*, ed. Christiane Gagnon et Serge Gagnon : 13-42. Québec : Presses de l'Université de Québec.
- Luna Amancio, Nelly. 2006. Santuario de Pachacamac y Valle de Lurín ceden antes expansión urbana. *El Comercio*. 30 août.
- Martorell, Alberto. 2000. *Machu Picchu : Patrimonio Cultural en Peligro*. Lima : Editorial Malze S.A.
- Morales Gamarra, Ricardo. 1991. Conservación y arqueología en el Perú. *Revista del Museo de Arqueología*, no. 2, Universidad Nacional de Trujillo : 191-196.

- Mould de Pease, Mariana. 2005. El Instituto Nacional de Cultura y la Gestión Pública del Patrimonio Cultural. Consideraciones Iniciales. *Boletín del Comité Peruano del Consejo Internacional de Monumentos y Sitios (ICOMOS)*, vol. 1, no. 3.
- Pachacamac Archeological Project [PAP]. Summary Reports and Papers. Internet. Accessible via <http://www.pachacamac.net/index.html> ; accédé en novembre 2006.
- Paredes Botoni, Ponciano. s.d. *Pachakamaq Ciudad Sagrada : Guía Arqueológica*. Lima : s.é.
- Ramos Condori, Florencio Fidel. 1998. *Conservación de Zonas Arqueológicas del Departamento del Cusco. Una Visión del Turismo de la Sub Región Inka*. Lima : Edmundo Pantijozo.
- Rodríguez, Juan Carlos. 2005. Las Nuevas Formas Turísticas en España. Estrategias de Comunicación . In *Rumbo a las Nuevas Tendencias : Seminario Turismo Alternativo*, ed. Juan Carlos Paredes Izquierdo. Lima : Universidad de San Martín de Porres.
- Samanez Argumedo, Roberto. 1983. *La restauración de Estructuras de Adobe en los Monumentos Históricos de la Región Andina del Perú*. Lima : Oficina de Asuntos Culturales de COFIDE.
- Samanez Argumedo, Roberto. 1996. « Presentación sobre la situación del Patrimonio cultural peruano ». In *Premières rencontres du patrimoine, Amérique latine-Europe, Monuments, sites et documents historiques*, ed. Yvette vanden Bemden : 93-96. Namur : Presses de l'Université de Namur.
- Shady Solís, Ruth. 2005. Témoignage sur les enjeux du patrimoine bâti au Pérou. Rencontre avec Ruth Shady Solís, à Lima, le 7 novembre 2005.
- Sistema de bibliotecas de la UNMSM. Capitulo XV : Observaciones acerca de la historia del templo. Internet. Disponible via <http://sisbib.unmsm.edu.pe/bibvirtualdata/libros/historia/pachacamac/pdf/cap15.pdf> ; accédé en mars 2007.